

MOTION : ARRET DU PROJET D'ENFOUISSEMENT DE BURE

La FSU considère que l'utilisation actuelle de l'énergie nucléaire présente des risques qui ont été cruellement rappelés lors de la catastrophe de Fukushima. De plus, la gestion des déchets n'est pas résolue. Un scénario de transition énergétique sûr et durable implique d'initier au plus vite un scénario de sortie de la production d'énergie électrique basée sur la fission de l'uranium et de recherche de nouveaux modes de production.

Lors de dernier congrès, dans le thème 3 « Transition écologique, droits humains et justice sociale : une même urgence démocratique », notre fédération a pris cette position : « *La FSU continue d'exiger l'arrêt des travaux de l'EPR. Elle se prononce contre le projet d'enfouissement des déchets à Bure.* » (page 3).

La Confédération paysanne est également mobilisée localement sur la question,

Le SNETAP-FSU refuse lui aussi ce projet dangereux. Il dénonce l'accaparement des terres agricoles et forestière par l'ANDRA (Agence nationale de gestion des déchets radioactifs). Il soutient les militant.es locaux qui subissent la répression co-organisée par les agents de sécurité privé de l'ANDRA et des agents de l'Etat.

Le SNETAP-FSU se prononce pour l'arrêt immédiat du projet d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure (CIGEO) imposé par la force, pour des ambitions économiques, alors que plusieurs milliers d'hectares de terres agricoles et de forêts sont promis à la disparition ; et ceci en dépit d'une condamnation de l'ANDRA à propos de l'illégalité des travaux dans le bois Lejuc et l'obligation de le remettre en état.

Le SNETAP-FSU apporte tout son soutien aux militant.es et aux habitant.es sur place harcelés par l'omniprésence policière et appelle à rejoindre la mobilisation contre ce projet. Il exige l'arrêt des poursuites judiciaires en cours, notamment celle de l'agriculteur Jean-Pierre Simon dont le tracteur et la bétailière sont mis sous séquestre depuis près d'un an par la justice.